

Bulletin du FMI

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le changement climatique et l'économie mondiale

Natalia Tamirisa

Département des études du FMI

26 octobre 2007

- L'incertitude plane sur le coût du changement climatique
- L'atténuation du changement climatique peut avoir des conséquences immédiates pour l'économie
- Le FMI se dote des moyens d'en évaluer les implications macroéconomiques

Selon la plupart des scientifiques, les émissions de gaz à effet de serre font monter la température globale et le climat de la Terre est en train de changer. Les conséquences physiques et biologiques de ce changement sont incertaines, mais on sait qu'il pourrait relever le niveau des mers, accroître la fréquence ou l'intensité des vagues de chaleur, sécheresses, ouragans et inondations, et nuire à la biodiversité.

On estime que, en fonction du degré de réchauffement, ces changements pourraient avoir des conséquences macroéconomiques plus ou moins sensibles, qui vont d'un effet négligeable (voire positif en cas de réchauffement peu prononcé) à une réduction de 10 % du PIB mondial pour une hausse moyenne de 6 °C de la température à la surface de la planète.

Les coûts économiques de cette évolution sont difficiles à déterminer et il est probable qu'ils varieront d'une région à l'autre. De plus, les effets directs du changement climatique devraient être relativement longs à se faire sentir, mais les mesures que les gouvernements, les entreprises et les particuliers prennent pour les atténuer ou s'y adapter peuvent avoir des conséquences économiques et financières immédiates. Lors d'un atelier organisé en septembre par le Département des études du FMI, les participants ont examiné les effets probables du changement climatique sur l'économie mondiale et réfléchi aux mesures qui permettraient d'en limiter les retombées défavorables à moindre coût.

Coûts économiques

Tous les participants ont souligné qu'une extrême incertitude entourait les estimations des coûts économiques du changement climatique. D'après la plupart des modèles actuels, le coût économique global du changement climatique sera sans doute faible, mais, a fait observer John Reilly (Massachusetts Institute of Technology), ces estimations représentent une tendance centrale qui fait la synthèse de tout un éventail de scénarios allant d'effets relativement favorables à des conséquences catastrophiques; les responsables politiques feraient bien de s'intéresser en particulier aux queues de distribution.

En outre, les estimations minimalistes masquent des différences considérables entre pays : ce sont probablement les pays pauvres, de petite taille et tributaires des ressources

naturelles qui souffriront le plus du changement climatique. C'est en particulier l'avis de Robert Shackleton (Bureau du budget du Congrès des États-Unis) et de Francisco de la Chesnaye (Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis), qui ont fait remarquer que les effets du changement climatique sur la croissance économique, le commerce, les flux financiers et les migrations dépendent de la manière dont les systèmes physiques et biologiques réagiront à la montée des températures et de l'habilité dont feront preuve les pays pour s'adapter au changement climatique et faire face aux tensions sociales et institutionnelles qu'il risque d'engendrer.

Atténuer le changement climatique

Expliquant les enjeux de la mise au point de mesures capables d'inciter les pays à participer à un accord international sur l'atténuation des changements climatiques, Warwick McKibbin (Australian National University) a recommandé que les mesures adoptées excluent toute incertitude. Par exemple, si un pays se développe plus vite que prévu dans un premier temps, le coût qu'il encourra pour réduire la pollution augmentera, il aura plus de mal à atteindre les objectifs originels d'un accord quantitatif (limitation et échange des droits d'émissions) et il sera moins enclin à participer à un accord international de ce type. Ce surcoût serait considérablement plus faible dans un système fondé sur les prix (taxe sur le carbone) ou sur un système «hybride» qui permette de passer d'un dispositif quantitatif à un dispositif fondé sur les prix en utilisant une soupape de sécurité lorsque le coût de la lutte contre la pollution dépasse un certain seuil.

William Pizer (Resources for the Future) a notamment insisté sur le rôle de la compétitivité internationale dans l'élaboration d'accords internationaux viables. Il a en effet fait remarquer que, pour les entreprises des pays qui envisagent d'adhérer à un accord international, l'important est de savoir si elles resteront compétitives par rapport aux pays qui restent en dehors de l'accord.

Nicholas Stern (London School of Economics) estime qu'il incombe aux pays avancés de prendre l'initiative dans ce domaine, mais qu'il faut absolument s'assurer la participation des pays en développement. Selon lui, il convient de trouver un accord international qui conjugue la limitation rigoureuse des émissions pour les différents pays avancés et des mécanismes d'échange de droits d'émissions qui soient ouverts aux pays en développement. Tout porte à croire que ces questions figureront en bonne place sur la liste des priorités de la communauté internationale au cours des années à venir, alors que les pays décideront des suites à donner à l'accord de Kyoto, qui expire en 2012.

Le rôle du FMI

Les aspects scientifiques du changement climatique ne relèvent pas des compétences du FMI, mais celui-ci renforce les moyens dont il dispose pour en évaluer les implications macroéconomiques ainsi que les mesures à prendre pour y faire face. Il le fait dans le cadre de la stratégie qu'il met en place pour mieux comprendre les défis auxquels l'économie mondiale sera confrontée à long terme. Il sera ainsi mieux à même de formuler des conseils plus adaptés aux pays membres et de contribuer aux efforts déployés au niveau international pour faire face à ces défis.

Le FMI consacre déjà une partie considérable de ses activités à ces questions, en collaboration avec son organisation sœur, la Banque mondiale. En particulier, l'édition

d'octobre 2007 des [Perspectives de l'économie mondiale](#) contient un appendice qui résume l'état des connaissances en la matière ainsi que le débat en cours sur les principaux aspects du changement climatique (voir [article sur ce sujet](#)). <End Full Story>

Traduction d'un article paru dans l'édition en ligne de *IMF Survey magazine* :
www.imf.org/imfsurvey